

Unité bidépartementale Eure Orne
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOFRASTOCK INTERNATIONAL

Rue des Aérodomes
27220 ST ANDRE DE L'EURE

Références :
Code AIOT : 0005800942

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement SOFRASTOCK INTERNATIONAL implanté Rue des Aérodomes 27220 ST ANDRE DE L'EURE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le but de cette inspection est de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/21/137 du 22 novembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFRASTOCK INTERNATIONAL
- Rue des Aérodomes 27220 ST ANDRE DE L EURE
- Code AIOT : 0005800942
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFRASTOCK est une société de prestations logistiques pour l'industrie automobile RENAULT.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Délais
2	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.7.4	/	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe 2 - article 1.4	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux travaux de mise en conformité de ses installations de besoin en eau incendie, néanmoins, suite aux tests finaux réalisés, il s'avère que les poteaux incendie internes en bout de réseau présentent des défauts de pression et de débit.

L'exploitant est en cours d'investigation.

Par conséquent, l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas respecté de fait, l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut être abrogé.

L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour poursuivre ses investigations et réaliser les travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe 2 - article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect de cette prescription fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/21/137 signé le 22 novembre 2021. L'exploitant disposait d'un délai de 3 mois pour</p>

être en conformité.

L'exploitant a mis au point un rapport informatique établissant d'une part :

- le poids des différentes matières combustibles stockées pour chaque entrepôt du site et ce, de manière hebdomadaire,
- la quantité en kg de matières dangereuses selon leurs mentions de danger pour chaque entrepôt/bâtiment et ce, d manière journalière.

Pour chaque entité géographique, un plan de localisation est disponible associé à l'état des stock.

L'accessibilité des états des stocks est notifiée dans le POI.

L'exploitant a déclaré que ces rapports sont accessibles à toute heure et à distance dans un espace de stockage informatique partagé et sécurisé.

Les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses sont disponibles dans le logiciel mis en œuvre par le Groupe Renault et accessible au personnel autorisé.

L'article 1.4 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11/04/17 est respecté.

Observations : Il est de la responsabilité de l'exploitant de mettre en place un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage pour l'information de la population.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>L'inspection a porté uniquement sur les points suivants de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel qui comprend au moins : <ul style="list-style-type: none"> - une alimentation en eau incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 360m³/h avec une pression dynamique de 1 bar minimum pendant au moins 2 heures. Ce débit peut être obtenu par plusieurs sources distinctes. - au moins 18 poteaux incendie munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Ces prises d'eau sont placées à moins de 100m des différents bâtiments par les chemins praticables et en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci. L'ensemble de ces hydrants doit être en mesure de fournir un débit simultané correspondant au minimum à 6000l/mm. - des ressources en eaux suffisantes (capacité d'alimentation en eau incendie de 360m³/h pendant 2 heures minimum et volume d'eau disponible de 720m³) pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage. Il doit exister en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. <p>Constats :</p> <p>Le respect de cette prescription fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/21/137 signé le 22 novembre 2021. L'exploitant disposait d'un délai de 7 mois pour être en conformité.</p> <p>L'exploitant a procédé à la mise à jour de son besoin en eau incendie sur la base du guide pratique D9 d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie. Il s'avère que ce sont les bâtiments 16-17-18 (pris ensemble) qui nécessite le besoin le plus important qui s'élève à 825 m³/h par conséquent, un débit de 720 m³/h est retenu forfaitairement soit un besoin en eau pour 2 heures de 1440 m³.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant a mis en place une réserve d'eau souple aérienne de 1500 m³ (dimension L 43,8m, l 23,70m et h 1,6m) ainsi qu'un poteau d'aspiration et 2 groupes motopompe de 720 m³/h.</p> <p>L'ancienne réserve enterrée de 400 m³ reste tout de même sur le site en secours.</p> <p>Ce réseau alimente les 22 poteaux incendie internes au site.</p> <p>L'inspection a visualisé la réserve d'eau et les 2 groupes motopompe.</p> <p>L'exploitant a procédé le 2 décembre à des essais d'une part, en mesurant la pression et le débit sur 12 poteaux incendie (1 à 11 et 22) pris chacun individuellement : les mesures se sont révélées conformes, puis d'autre part sur une mesure en fonctionnement simultané des poteaux 2,4 et 5 : les mesures se sont révélées non-conformes (inférieures à 60m³/h pour 4 et 5 et un débit à 0 pour le poteau 2).</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, la société HELIOTRACE procédait à une recherche de fuite sur le réseau, elle a détecté 3 micro fuites potentielles sans impact majeur sur le fonctionnement du</p>

réseau.

L'exploitant, par mail du 6 janvier 2023 a indiqué les éléments suivants sur la suite de ses investigations :

- le 12 décembre, le prestataire principal du chantier est intervenu sur l'installation pour effectuer une purge complète en vue de chasser l'air du réseau, suivi d'une remise en eau. Mais les essais effectués n'ont pas donné d'amélioration pour le maintien de la pression du réseau.
- il a donc été décidé de faire intervenir le fournisseur des pompes afin de reprendre leurs réglages pour augmenter la puissance des pompes en charge . A ce jour, une date d'intervention est en attente.

L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est donc pas respecté par conséquent l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut être abrogé.

L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour procéder aux investigations finales et réaliser les travaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet